

INONDATIONS À AÏN-DEFLA

Cinq morts

C'est une véritable nuit d'épouvante que les habitants de la petite ville d'Aïn-Torki, dans la daïra de Hammam-Righa, ont vécue dans la soirée de mercredi à jeudi.

En moins de quinze minutes, une rivière en folie, charriant une boue noire chargée d'énormes blocs de pierre, s'est déversée sur le centre-ville. C'est l'oued Guergour, prenant sa source au sommet du Zaccar versant est, qui reprend ses droits. Il a débordé sur la ville, entraînant sur son passage les maisons construites sur les hauteurs, soit huit habitations, certaines complètement détruites, tuant 5 personnes dont 4 hommes et une jeune femme. Leurs corps ont été transférés à la morgue de l'hôpital Farès de Miliana en faisant le détour par El-Khemis.

Toutes les équipes de déblayage se sont mises en place et de grands moyens ont été mobilisés, notamment les gros engins appartenant à la société chinoise Citic.

Les éléments de l'ANP, citoyens, gendarmes, employés des différentes

collectivités ont pris part aux différentes tâches pour la remise en l'état du quartier touché. Dans un vaste élan de solidarité, la commune de Khemis-Miliana a été la première à apporter son aide à la population sinistrée en faisant parvenir un lot important de couvertures et de draps pour les quelque 40 personnes des huit familles touchées par la catastrophe.

Il est à rappeler que ce n'est pas la première fois que Aïn-Torki est frappée par un tel phénomène naturel. En 2006, Aïn-Namous, le quartier ouest de Aïn-Torki, a été la proie à d'importantes inondations qui ont fait une vingtaine de familles sinistrées.

Toujours en 2006, en deux endroits différents et à deux reprises, un 22 septembre et une semaine plus tard, le 3 octobre, d'autres crues ont fait d'autres victimes, dont une femme



Photo : Samir Sid

Des eaux en furie, comme ici à Chéraga pendant Ramadan.

emportée par un torrent de boue. L'histoire se répète et c'est toujours l'oued en furie qui déferle sur la ville. Les habitants diront que cela est dû à la disparition de la couverture végétale du versant est du Zaccar et la déforestation sauvage. Les travaux de déblaiement ont duré toute la journée de jeudi et jusqu'à tard dans la nuit. Une nuit noire où l'alimentation en électricité était coupée dans la zone sinistrée.

Le mouvement spontané de solidarité des habitants pour sauver des vies humaines a pris forme à mains nues et sous une pluie battante. Hélas, malgré les efforts des uns et des autres, au petit matin, on a déploré 15 victimes dont 5 sont décédées emportées par la déferlante des eaux.

Très tôt jeudi matin, le plan d'organisation des secours a été mis en place, supervisé par le directeur de l'exécutif, assisté de tous les respon-

sables des services concernés. Ce sont d'abord les blessés qui ont été évacués vers l'hôpital de Khemis-Miliana car la route à Miliana a aussi été coupée par une avalanche de pierres en plusieurs endroits, notamment Aïn-Namous et le Grand tournant. La prise en charge des familles sinistrées a été sans faille.

Couverture médicale en plus d'équipes de psychologues mobilisées par la Direction de la santé pour porter secours aux personnes encore sous le choc de la catastrophe.

À l'hôpital de Khemis-Miliana, nous avons rencontré le P/APC de cette ville et le chef de daïra, qui veillaient à ce que les personnes hospitalisées ne manquent de rien. À noter aussi qu'en plus des pertes humaines, les habitants ont vu leur maigre cheptel, une centaine de têtes en tout, entre ovins et caprins, périr dans la catastrophe.

Karim O.

INTEMPÉRIES

Plusieurs personnes sauvées à Béchar et Béjaïa

Les services de la Protection civile ont sauvé plusieurs personnes lors des crues de rivières survenues ce week-end dans les wilayas de Béchar et de Béjaïa. Jeudi, les pompiers ont secouru 26 personnes surprises par la montée subite des eaux de l'oued Béchar. Les fortes pluies qui se sont abattues sur le sud-ouest du pays ont également provoqué l'inondation de plusieurs habitations dans la ville de Béchar, obligeant une quarantaine de familles à trouver refuge dans une auberge et un centre de formation.

Des pertes de cheptels ont aussi été enregistrées dans les localités de Taghit et Kenadsa.

Dans la wilaya de Béjaïa, quatre personnes ont été sauvées par les éléments de la Protection civile lors de la crue de l'oued Soummam.

T. H.

AGRESSION, ACCIDENT DE LA CIRCULATION, INSTALLATIONS À RISQUE

Attention, écoliers en danger !

Un garage de vulcanisation faisant face à une école primaire, une installation électrique mitoyenne d'un établissement scolaire, une route à grande circulation longeant l'enceinte d'un collège. Il n'est pas rare de voir des activités commerciales et autres projets, exigeant le respect d'un certain nombre de règles de sécurité, fleurir devant les établissements scolaires avec tout ce que cela comporte comme dangers sur les écoliers.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) -

Triste sort que celui de cet élève d'une école primaire de Relizane qui a trouvé la mort par électrocution à la sortie de l'école après avoir touché un fil qui pendait d'un poteau électrique. Pourtant, bien avant le drame, la direction de l'école a alerté maintes fois les services concernés dont la Sonelgaz, qui n'ont malheureusement pas daigné intervenir.

Cet exemple illustre parfaitement les dangers de différentes natures qui guettent les écoliers. Ils sont, en effet, nombreux nos élèves à risquer quotidien-

nement leur vie sur le chemin de l'école. Un autre exemple, tout aussi édifiant, est celui de cette école primaire au niveau de la rue Boualem-Zeriat dans le quartier de Belfort (banlieue est d'Alger). Chaque jour, de grands camions frigorifiques et des bus de transport en commun viennent se garer devant le portail de l'établissement.

Les nuisances engendrées par ces mastodontes ne se résument pas seulement au bruit qu'ils causent mais surtout à la pollution liée aux gaz d'échappement et autres rejets d'huiles de vidange déversées à même la chaussée, qui constituent un risque énorme pour la santé des élèves.

Un habitant du quartier nous a affirmé que ni les services de police, ni même ceux de la commune n'ont pu déloger vers un parking approprié ces véhicules nuisibles tant pour les riverains que pour les écoliers. L'impasse étant trop exigüe pour les contenir, et le propriétaire «un personnage au bras trop long pour s'inquiéter».

Et la menace vient aussi des voyous qui écumment souvent par groupes les alentours des établis-

sements scolaires en menaçant, élèves, enseignants et personnels d'encadrement. Les victimes sont nombreuses à faire les frais de cette insécurité ambiante. Mais à qui incombe la responsabilité d'assurer la sécurité des élèves ? «Dans l'enceinte scolaire, la sécurité est dévolue à la direction de l'établissement.

Mais de l'autre côté du mur, nous sommes sur la voie publique et ce sont les autorités publiques qui se chargent d'assurer la sécurité des élèves», nous répond-on au niveau du ministère de l'Éducation nationale. Il est donc urgent pour les pouvoirs publics de prendre les mesures qu'il faut pour protéger les élèves à leur sortie des classes. Force est de constater que cela ne semble pas constituer une priorité, puisque l'excellente idée de poster par endroits des jeunes agents de la commune pour permettre aux élèves de traverser les rues en toute sécurité n'a pas été reconduite. Une initiative qui a pourtant été très bien accueillie par tout le monde et qui ne semble pas séduire les décideurs.

L. M.

FIN HIER À MINUIT DU DÉLAI D'IDENTIFICATION DES PUCES ANONYMES

Pas le grand rush !

A quelques heures de la fin du délai pour l'identification des puces anonymes, fixé par l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPT) pour le 10 octobre (hier) à minuit, les boutiques et espaces clients des trois opérateurs de téléphonie mobile au niveau de la capitale étaient pratiquement vides hier vendredi. Il n'y avait, en effet, ni bousculade, ni queues interminables.

Pour les rares retardataires qui se sont présentés pour s'identifier, l'opération se faisait en quelques minutes. Il faut dire qu'il suffit de présenter une pièce d'identité et la carte SIM pour être régularisé.

Force est de constater, par ailleurs, que certains clients détenteurs de ces puces sans contrat ont décidé tout simplement «de s'en

débarrasser». C'est le cas de Omar qui a préféré sacrifier deux des trois puces qu'il possédait. Pour d'autres, ils ont attendu les derniers jours pour se présenter.

Ce qui explique le grand rush constaté durant la dernière semaine et jusqu'à jeudi au niveau des boutiques et espaces clients des trois opérateurs. Alors que bon nombre de

clients ont vu leurs puces désactivées par les prestataires de services.

Du côté de ces derniers, on a mis les bouchées doubles pour amener un maximum de clients à se faire connaître, à travers des campagnes publicitaires sur des promotions et autres offres «réservées aux clients identifiés».

Une stratégie marketing qui a fini par convaincre des milliers de clients. Et depuis le lancement de ces opérations en février dernier, plusieurs fois prorogées, des dizaines de milliers de clients se sont identifiés et les opérations se poursuivaient jusqu'à hier.

Les chiffres en témoignent. 50 000 puces identifiées quotidiennement pour Mobilis.

Un million de puces régularisées pour Nedjma depuis le lancement de l'opération en février. De même que plusieurs dizaines de milliers de puces régularisées chez Djezzy.

Economiquement parlant, une puce résiliée n'est ni plus ni moins qu'une source de rentrée d'argent qui tarit. Néanmoins, pour les dernières statistiques, il faut attendre au moins demain dimanche.

Lotfi. M.

UNION NATIONALE DU PERSONNEL DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

Les travailleurs

demandent leur statut particulier

Après les enseignants contractuels qui menacent de reprendre la protestation, le Conseil des lycées d'Algérie qui prépare un plan d'actions pour l'année en cours, voilà qu'un autre syndicat, en l'occurrence l'UNPEF (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation), qui affiche son mécontentement face à l'inertie qui caractérise le secteur à plusieurs niveaux.

En effet, le bureau national de l'UNPEF a organisé, jeudi, un rassemblement régional des wilayas du centre afin d'organiser des actions de protestation. Lassés de voir leurs revendications renvoyées aux calendes grecques, les travailleurs de l'éducation, qui se disent délaissés par leur tutelle, ont décidé de passer à la vitesse supérieure.

Ils considèrent que la rentrée scolaire s'est déroulée dans de très mauvaises conditions, caractérisée par une surcharge des classes et l'absence des conditions d'accueil des élèves.

L'UNPEF déplore, par ailleurs, l'absence d'une politique rationnelle dans l'établissement du programme d'enseignement primaire. Les enseignants et les élèves sont réquisitionnés chaque jour pendant six heures 45 mn. Un emploi du temps que conteste l'UNPEF qui demande sa révision.

Sur un autre plan, ce syndicat exige l'adoption dans les plus brefs délais du statut particulier des travailleurs de l'éducation.

Ainsi donc, après l'adoption du statut de l'enseignant, les autres travailleurs du secteur s'impatientent et veulent, à leur tour, bénéficier du nouveau régime indemnitaire, qui va avec la nouvelle grille des salaires.

Se positionnant en tant que partenaire social incontestable, l'UNPEF demande à être associée aux réformes du secteur et à l'évaluation de celles-ci.

Ayant toujours contesté la gestion des œuvres sociales par l'UGTA, l'UNPEF insiste sur la nécessité d'annuler l'arrêté ministériel n°158/94 relatif à la gestion des œuvres sociales, dans l'objectif de faire participer tous les acteurs sociaux, sans distinction ni abus d'autorité. L'UNPEF aspire à voir les œuvres sociales gérées comme une société où les travailleurs auront un droit de regard.

D'ailleurs, le syndicat demande l'ouverture d'une commission d'enquête sur la gestion des œuvres sociales depuis 1994.

R. M.